

Vendredi, les gendarmes-parachutistes ont eu du mal à répondre à la nouvelle offensive des Bretons antinucléaires

Plogoff: la nuit des barricades

Après les très violents incidents de vendredi soir, la riposte des habitants de Plogoff a été foudroyante et trois heures à peine après les affrontements, ils s'isolaient à nouveau sur leur commune derrière des barricades, coupant toutes les routes, comme au premier jour de l'enquête d'utilité publique, le 31 janvier.

Plogoff, envoyé spécial.

C'est pas possible de se laisser matraquer sans réagir, il faut qu'on leur montre ce qu'on a dans le ventre » ; il est 23 heures vendredi soir, au Pont du Loch, « poste frontière » de Plogoff sur la route nationale reliant la pointe du Raz à Audierne, et cette femme, la quarantaine, emmitouflée dans un gros châle de laine, évoque les incidents de 17 heures : « ils ont vraiment voulu nous coincer et attraper des gens. S'ils croient nous avoir comme ça, ils se trompent. On ne veut pas de leur centrale de merde : vous pensez bien que si ça avait été quelque chose de bon, ce n'est pas ici, au fin fond de la Bretagne, qu'ils nous l'auraient envoyé »...

Autour de nous, on s'active. Le passage est complètement bloqué depuis 20 heures par la barricade installée sur le pont, mais une seconde s'édifie à trente mètres derrière. Une noria de tracteurs et de camions amène feraille, vieux pneus et carcasses de voitures que des chaînes de volontaires bourrent de grosses pierres prélevées sur la plage voisine. Sur le pont lui-même, une équipe a percé un trou dans le béton. Au fond, un kilo de TNT... Un fil électrique jusqu'à une batterie de voiture. Tout le monde s'éloigne. Contact. Une détonation sèche, une flamme... Mais le pont ne bouge pas : « il aurait fallu dix kilos », assure un spécialiste, « on n'en a pas assez, il faut qu'on en trouve pour la prochaine fois ».

Ils sont 400 ou 500, ici, sur la plus importante voie d'accès au bourg. Mais sur les deux routes menant à Cléden et dans les lacets descendant vers la Baie des Trépassés, d'autres murailles ont été édifiées Plogoff, une fois encore, est devenu une île... Avec les habitants, prévenus par le téléphone arabe, de nombreux militants anti-nucléaires arrivés des villes voisines donnent un sérieux coup de main et ne ménagent pas leur peine. Quelques jeunes Plogovites sortent d'une voiture une caisse de bouteilles vides, un bidon d'essence, puis s'affairent à confectionner des cocktails Molotov.

Tout Plogoff est là. Les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes ; des grand-mères marchant à petits pas, appuyées sur un bras ami, contemplent la scène éclairée par la pleine lune et la commentent en breton, à mi-voix.

Toux ceux, et ils sont nombreux, qui ont passé la

cinquantaine font constamment référence à d'autres événements qui ne semblent pas les avoir plus marqués que ceux qu'ils vivent depuis un mois : « avec la résistance, on a fait souffrir les Allemands, mais on n'a jamais fait de barricades contre eux. Dire qu'on est Français et que ce sont des Français qu'on envoie contre nous ».

DES FRANÇAIS CONTRE DES FRANÇAIS

La nuit s'écoule et les barricades se renforcent à chaque minute. Petit à petit, le nombre des opposants diminue : le froid, la fatigue se font sentir. A 4 heures, malgré tout, ils sont encore plus de deux cents. A 5 heures, au loin, une fusée rouge monte dans le ciel. « Les voilà ! ».

Les gendarmes sont en fait en train de franchir les premiers arbres couchés en travers de la route, vers Esquibien et Primelin. Quelques minutes passent, puis, en haut de la route, de puissants projecteurs apparaissent, éclairant le pont du Loch. Plogoff connaît ces phares caractéristiques : ce sont ceux des deux engins blindés VXB dont les gendarmes disposent depuis le début de l'enquête et qu'on avait pu voir le 31 janvier.

Lentement, ils descendent vers le barrage. Les cocktails volent, le mur s'embrase. Des lance-pierres et des frondes sortent des poches des manifestants. A côté de moi, derrière un talus, le bruit caractéristique d'une culasse que l'on arme. Les blindés tentent sans succès de forcer les barricades : « elles sont trop costaudes. Cette fois-ci, vous resterez derrière » lance, ravi, un homme à côté de moi. Le 31 janvier, j'avais noté les cris de rage et d'impuissance des Plogovites voyant déferler sur eux des forces dont ils n'avaient pas soupçonné l'importance. Rien de tel cette fois-ci : ils n'ignorent plus rien de la puissance dont dispose EDF pour les « informer objectivement, hors de tout climat passionnel » et sont plus que jamais déterminés, après les violences policières de la veille, à défendre chèrement leur territoire.

CHAPEAU LES BRETONS !

Au bout de longues minutes, les premières grenades sont tirées. Dans la fumée des lacrymogènes et des fumigènes, le second barrage prend feu. La foule s'éloigne. « On n'a plus rien à faire ici, il faut les laisser se débrouiller et rentrer au

Et ce n'est qu'après une « opération » quasi-militaire que plusieurs centaines de garde-mobiles, précédés et appuyés par un escadron de gendarmes parachutistes, des blindés, des camions-pompes et des bulldozers du génie militaire, ont pu reprendre position samedi matin à l'emplacement habituel des mairies annexes.

bourg », hurle quelqu'un tandis que le repli s'amorce. Soudain, un cri : « barrez-vous, ils sont derrière ! » ; puis, très vite, de nouvelles lacrymos et des grenades offensives tombent sur la foule, déclenchant une fuite éperdue : les gendarmes parachutistes sont passés par la plage et ont pris les opposants à revers. Ils en coursent quelques uns, mais sans parvenir à les rattraper, avant d'entamer dans la nuit et à pied, par la route envahie de pierres arrachées au talus, leur progression vers le calvaire de Trogor, emplacement habituel des mairies annexes.

On ne les voit nulle part mais ils sont partout et on ne distingue d'eux que leur luisante visière de plexiglas. Couchés dans les fossés, accroupis derrière les talus, cachés par les clôtures des jardins, ils chuchotent dans leurs émetteurs - récepteurs morts de peur à l'idée de recevoir une balle. « On n'a jamais vu ça, il faut les prendre à revers, utiliser une vraie tactique militaire » assure leur officier, « ils sont vraiment incroyables ; un mois que ça dure et ils tiennent toujours... Ils ont du cœur au ventre ». Parvenus à quelques dizaines de mètres de Trogor, les paras se font tout petits tandis que, loin derrière eux, deux camions-pompes et deux énormes bulldozers du Génie Militaire s'acharnent à éteindre et à finir de défoncer les barricades.

« Allez, en colonne par un, on y va tout schuss » dit le capitaine avant de démarrer, cassé en deux, plaqué contre un mur ; derrière lui, en fait de « schuss », les paras protégés par leurs boucliers progressent à la vitesse de l'escargot. Pas un opposant en vue, pourtant, ni un seul coup de feu. Tous les habitants se sont repliés sur le bourg ou sont rentrés chez eux par des sentiers dérobés.

Peu après 8 heures, entourant un des bulls du Génie, le gros des gendarmes arrive à pied à Trogor, suivi par le long convoi des camions bâchés. Le jour se lève, les premières lumières s'allument dans les maisons. A l'emplacement des mairies annexes, nouvelle surprise pour les forces de police : les habitants y ont déversé la veille au soir quinze camions d'ordures ! « Quels salopards ! » lâche dépit, un parachutiste, « mais quelle constance... Chapeau les Bretons ! ».

NON—VIOLENCE

A 9 heures, les mairies annexes sont en place

pour... trois heures ! Ahurissante logique de l'Etat-EDF où le respect tant invoqué de la légalité impose que les formes de l'enquête d'utilité publique soient scrupuleusement respectées.

Qu'importe le matraquage des opposants, leur arrestation, les opérations guerrières durant la moitié d'une nuit, pourvu qu'à l'heure dite les mairies annexes soient en place... A midi donc, heure habituelle de fermeture des camionnettes, le samedi, les gendarmes sont repartis. Face à eux, deux mille manifestants s'étaient rassemblés. Plogoff encore était là, renforcée par des amis arrivés pendant toute la matinée. Annie Carval, la présidente du comité de défense, mégaphone en main, a imposé à la foule que, pour une fois, aucune obstruction n'intervienne : « pas d'actions violentes, pas de cailloux » et comme les gendarmes disparaissaient dans le ronflement des moteurs, elle lança : « vous voyez bien que vous pouvez partir en trois minutes sans faire de provocation ».

Yann KERMOR

Petit tour du monde nucléaire

Les ministres des vingt pays membres de l'Agence Internationale pour l'Energie se réuniront les 21 et 22 mai prochain à Paris. C'est vers cette époque que pourrait être remise en route la centrale nucléaire de « *Chrysal River* », en Floride, arrêtée mardi à la suite d'une fuite d'eau radioactive. En attendant, les techniciens doivent pomper 170 000 litres d'eau contaminée, répandus dans l'enceinte du réacteur. Cela ne va guère mieux dans les canalisations de refroidissement d'un des réacteurs de la centrale de Tarapur, près de Bombay, en Inde. Fuites « insignifiantes » selon les autorités ; mais néanmoins radioactives. Ça fuit aussi à l'usine d'Urenco, à Almelo, aux Pays-Bas. Ici, pas de fissures, mais un ingénieur pakistanais, le Dr Abdel Pakader Khan, qui aurait dérobé, avant 1975 des documents nucléaires secrets. Le Dr Khan collabore maintenant à la recherche nucléaire au Pakistan. La commission d'enquête néerlandaise (composée de trois ministres dont celui des Affaires Etrangères) estime que « les mesures de sécurité n'avaient pas été respectées chez Urenco ». On a aussi beaucoup parlé de sécurité à Tihange, en Belgique, où les travailleurs de la centrale devaient mettre fin aujourd'hui à une grève de deux semaines. Quant au personnel de Three Mile Island (Harrisburg), il fêtera dans trois semaines le premier anniversaire de son célèbre accident...

Autour de Plogoff...

Les bureaux d'EDF-Vannes recouverts d'affiches anti-nucléaires, des dizaines de panneaux décorés du simple mot « Plogoff » sur les routes menant vers l'ouest de la Bretagne, des manifestations de soutien un peu partout dans la région : le combat farouche des habitants de Plogoff commencent depuis quelques temps à recueillir un large écho. Samedi, dans les communes nord-finistériennes de Saint Renan, Plouarzel et Ploumoguer, de fausses « mairies annexes » sont apparues dans lesquelles les habitants ont pu signer des pétitions exigeant le retrait des forces de police du Cap Fizun : on sait en effet dans cette région que, si la centrale de Plogoff ne devait pas se faire, EDF se retournerait vers Ploumoguer.

Vendredi soir, le comité de défense de Plogoff avait demandé à tous les maires du Finistère de réagir à ce qu'ils étaient passés, samedi, le maire de Plogoff, accompagné du conseiller gé-

néral PS de Quimper et de représentants des quatre municipalités concernées par l'enquête d'utilité publique, s'est rendu à la préfecture du Finistère où le préfet Pierre Jourdan les a reçus pour 50 minutes de dialogue de sourds. Il s'est en effet formellement opposé au retrait des forces de police et a simplement déclaré qu'il ferait appliquer « la loi, rien que la loi ».

On a d'autre part appris samedi que, sur les 13 opposants arrêtés la veille lors des affrontements, huit avaient été maintenus en détention et avaient obtenu une semaine pour préparer leur défense. Ils seront jugés jeudi prochain par le tribunal des flagrants délits de Quimper.

Y.K.

Une manifestation de soutien aux habitants de Plogoff pourrait avoir lieu samedi 15 mars à Paris, sur une initiative commune du Mouvement d'Ecologie politique et du Réseau des Amis de la Terre.